



TOUS ENSEMBLE ?

Quel est le point commun entre un agent des Finances Publiques, un urgentiste à Sainte musse, un cheminot varois, une ATSEM qui accueille les enfants à l'école ?

**Ils travaillent pour le Service Public.
Ils ont tous un statut !**

Ces différents statuts seraient des privilèges insupportables ! Ils mettraient en péril l'économie française ! Ils seraient même à l'origine de la dette publique !

Quel est le point commun entre Gérard Mulliez (Auchan), Bernard Arnault (LVMH), Liliane Bettencourt (l'Oreal), Google, Facebook ?

Ils payent de moins en moins d'impôts, ont tous vu leurs profits ou fortunes augmenter (+ 30 Milliards en un an pour le seul Bernard Arnault par exemple). Ils sont les premiers de cordée ! Ce serait grâce à eux que notre pays va bien !

C'est en tous les cas le discours permanent servi aux français depuis des années et particulièrement assumé par notre Président en Marche.

La vérité est pourtant que nos impôts servent à verser plus de 20 Milliards par an aux entreprises que l'on peut qualifier d'assistées ! La suppression de l'ISF, le plafonnement des prélèvements sur les revenus du capital, sont autant de recettes fiscales en moins !

Ce sont ceux qui travaillent dans le privé qui créent la richesse, ce sont les agents des services publics qui oeuvrent pour le bien commun.

Ni les salariés, ni les retraités ne sont des privilégiés ! Les retraités, les fonctionnaires, les cheminots, les hospitaliers manifestent.

Et si on y allait tous ensemble pour se défendre ? •

ROTHER-MACRON 2022 même combat!

Cher-e-s collègues des Finances Publiques du Var, nous avons le plaisir de vous présenter la nouvelle forme de la démocratie française En Marche....

Ce 12 Juin, les cadres B et C, comme les cadres A le 29 mars, sont invités à venir écouter la bonne parole de notre seigneur et maître, le DDFIP du Var.

Vous n'avez pas le choix, c'est obligatoire et gare aux petits malins qui voudraient poser une récup ou un jour d'ARTT. Pas question !

En gros, on va vous expliquer que le temps d'avant c'est fini. Il faut se transformer car on ne pourra plus fonctionner.

Cela va aller très vite, mais il ne faut pas vous affoler. Dormez tranquille....

GOUVERNER PAR
ORDONNANCES



ALORS, JE VOUS METS :
- 1 GOUTTE DE SAURÉS,
- 3 CACHETS D'ALAIN MING,
- ET 7 SUPPOSITOIRES DE
PIERRE GATTAZ

MACRON lui, gouverne par ordonnance afin qu'aucun débat ne puisse avoir lieu.

Le DDFIP, fidèle petit soldat, utilise son pouvoir hiérarchique pour faire de même.

Alors décryptons dans ce journal de la CGT les annonces de notre ROTHER-MACRON •



Contact: CGT Var Finances publiques,
Hôtel des Finances,
20 place Noël BLACHE,
83000 TOULON

Tel: 04.94.22.82.65

Mail: cgt.ddfip83@dgfip.finances.gouv.fr

Site : www.financespubliques.cgt.fr/83/



Le plan ROTHE 2022

Vers la disparition des trésoreries

Le DDFIP du Var a clairement annoncé aux syndicats sa vision de l'avenir du réseau. Tout le recouvrement sort des trésoreries mixtes pour rejoindre les SIP. Donc plus de mission impôt dans les trésoreries !

Dans le même temps, on regroupe les spécialités par pôle: Hôpital, Hébergés,...

Il ne reste donc plus, dans les trésoreries mixtes, que la gestion publique locale.

Ensuite il ne doit en rester qu'une ! Non ce n'est pas Highlander. Comprenez une seule trésorerie, au mieux, par intercommunalité. Soit 12 trésoreries au lieu des 24 actuelles. Mais le DDFIP a précisé que certaines d'entre elles pourraient gérer 2 Interco !

A chacun de se projeter pour voir ce qu'il va rester.

SIP : la grande braderie

La vision de notre grand leader est simple: le SIP doit faire sa mue et ne plus recevoir le tout venant. Le SIP de demain: 1 cellule accueil, 1 cellule assiette, et un ersatz de recouvrement.

La cellule accueil sera composée des agents de l'accueil d'aujourd'hui et d'agents ponctionnés dans les autres services du SIP. L'idée, c'est le RCT (pas le club de rugby). Cela veut dire Réception, Courriel, Téléphone.

On va réduire le nombre d'heures d'ouverture au public, remplacées par des RDV, courriels et réponses au téléphone...

Oui mais qui va faire l'assiette ? No problemo car avec la télédéclaration et la fin annoncée de la TH...

Et le recouvrement ? Avec le PAS (Prélèvement A la Source), on va se la couler douce.

Petits problèmes:

- Avec la mise en place du PAS et les annonces sur la TH on s'attend à un fort accroissement de la réception.
- Avec le transfert du recouvrement impôt des trésoreries vers les SIP, c'est un accroissement des charges qui se prépare.

A Toulon, il faut passer de 4 SIP actuels à 2 SIP en 2019, puis 1 seul SIP d'ici 2022 maximum.

Draguignan a déjà fusionné.

Et pour tous les autres SIP, quel avenir ?

SIE : fusion à l'horizon ?

Seule annonce pour le moment, la fusion des 4 SIE de Toulon en 2 puis en 1 SIE. Cela a déjà été fait à DRAGUIGNAN.

SPF : fusion, fusion...

Les 2 SPF de Toulon vont fusionner, idem pour ceux de Draguignan. Il resterait donc 1 SPFE à Toulon et 1 SPFE à DRAGUIGNAN.

PCE et PCRП : le regroupement

Encore un bel exemple d'enfumage! Le DDFIP précédent avait décidé de créer un PCE et un PCRП sur chacun des 7 sites SIE/SIP du Var. Le nouveau DDFIP casse tout et regroupe l'ensemble sur 2 communes, TOULON et DRAGUIGNAN. Donc il restera 2 PCE et 2 PCRП pour le Var.

BRIGADES : réduction

Il faut passer de 5 à 4 Brigades de vérification dans le Var.

Les annonces du DG, B.PARENT

Il faut ajouter à ce plan des annonces nationales du DG en lien avec CAP 22 :

- Transfert des missions cadastrales à l'IGN
- Transfert des missions RH interministérielles
- Transfert des missions d'accueil vers les maisons de service public
- Risque de disparition des SIP d'ici 10 ans
- Recours à des plates-formes privées pour l'accueil téléphonique
- Création de directions multidépartementales

On voit bien qu'en 4 ans c'est un véritable dépeçage de nos services qui se prépare.

A mettre en parallèle avec l'emploi et les règles de gestion (voir page 3) •





18 000 suppressions d'emplois d'ici 2022 combien dans le Var ?

Parmi les 50 000 emplois de fonctionnaires de l'état à supprimer d'ici 2022, la DGFIP va subir entre 16 000 et 18 000 suppressions sur 4 ans, soit 2 à 3 fois plus par an que par le passé.

Pour le Var c'est donc une projection de 80 suppressions par an pendant 4 ans, soit environ 320 emplois.

Aucun service ne saurait donc être épargné. Mais cela pose un problème. Si les agents comprennent de quoi il retourne, ils risquent de s'inquiéter pour leur avenir et même de se rebeller.

Alors notre DDFIP suprême et son adjoint ont trouvé l'astuce pour nous endormir : grâce au travail à distance rien ne sera brutal !



En effet, le recouvrement quitte les trésoreries, les PCE et PCRPs sont regroupés à Toulon et Draguignan, mais vous restez (très provisoirement) sur place !!!

Puis, quelques temps plus tard, votre poste sera supprimé mais grâce aux nouvelles règles de gestion (voir encadré) tout se passera bien.

Enfin s'il n'y a vraiment plus de postes, vous pourrez vous reconvertir ailleurs grâce au plan gouvernemental de départ volontaire.

Donc dormez tranquille et ne vous rebellez pas, c'est inéluctable...

Au contraire la CGT, dans l'unité la plus large vous propose de résister, de refuser et de montrer à notre DDFIP, notre DGFIP, notre Ministre et notre Président JUPITER qu'ils ne pourront pas tout démanteler!

Les cheminots l'ont compris, à notre tour de réagir.

**NON aux suppressions d'emplois et de services,
LUTTONS TOUS ENSEMBLE ●**

Règles de gestion : adaptez-vous

En 2020, au niveau national, nous serons soumis à la seule affectation départementale. Fini les RAN, les métiers, les résidences, bienvenue aux affectations directement sous la coupe de la Direction locale. Cela tombe bien au moment où le DDFIP va avoir besoin d'une grande souplesse pour appliquer son plan de destruction jusqu'en 2022.



En discussion au même moment : la mobilité des fonctionnaires et le plan de départ volontaire. Tous les ingrédients pour traiter l'ensemble des cas sont là.

En effet, il va y avoir des dégâts car le nombre de départ en retraite dans les 4 ans qui viennent ne permettra pas d'absorber les suppressions d'emplois. Que faire de tous les chefs de services sans postes ? Que faire des agents en surnombre sur les résidences ?

La réponse est dans les nouvelles règles de gestion à la fois à la DGFIP et pour la fonction publique.

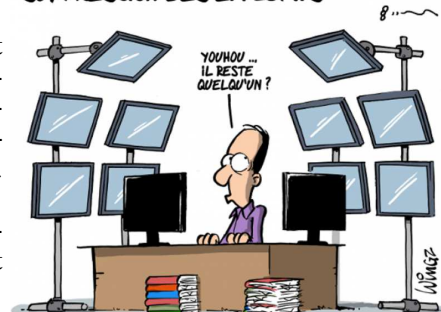
Stop à la casse de nos droits ! ●

Et les cadres ?

Si la DGFIP a soigné l'encadrement dans le cadre de la fusion des Impôts et du Trésor, la lune de miel est finie.

SUPPRESSION DES EFFECTIFS

En effet, l'encadrement et l'ensemble de la catégorie A sont directement visés par la restructuration annoncée. A minima ce sont 31 postes de chefs de services qui disparaissent dans le Var.



Quels débouchés dans l'avenir ? Qui gardera son poste ? C'est une course effrénée à la concurrence que lance le DDFIP et la DGFIP.

La CGT défend tous les emplois, tous les services. Elle appelle donc les cadres à se joindre sous les formes qu'ils décideront (solidarité financière, grève, ...), aux actions de résistance et de reconquête des services des Finances Publiques. ●



Actions, Grèves, combattre les idées reçues pour gagner

Alors que dans toute la France se tiennent des réunions des agents des Finances Publiques pour discuter de la riposte, il est important d'apporter des réponses aux questions que les agents posent lors des Heures Mensuelles d'Information (HMI).

Avec 40% de grévistes c'est insuffisant, il faudrait plus ! C'est vrai mais historiquement dans le Var nous n'avons jamais débuté un fort mouvement (1989, 1995, 2000, 2003, 2005...) avec autant de grévistes. Nous avons dépassé les 50% de grévistes uniquement dans des mouvements dans la durée sur des journées particulières qui étaient des points d'orgue de grève reconductible (ex les jeudis noirs en 2000). Il faut donc discuter de l'action dans la durée plutôt que du seul taux de grévistes sur une journée de 24H.

La grève s'essouffle ! C'est ce que l'on entend à chaque mouvement reconductible depuis des décennies. Les médias l'ont servi pour les cheminots. Manque de chance, pour ceux qui voulaient prendre le train. Alors qu'on leur annonçait moins de grévistes, le réseau restait fortement perturbé !!!

La grève ne sert à rien, elle permet de faire gagner de l'argent à la Direction. Il faut trouver d'autres moyens d'action. Si c'est vrai, comment expliquer que le gouvernement, les médias, les directions, en fassent des tonnes contre la grève. Ils devraient au contraire appeler à la grève ! Comment expliquer que depuis quelques années, la Direction refuse de communiquer les taux de grève par site? Comment expliquer que les syndicats n'aient aucun moyen de contrôle des taux de grévistes communiqués ?...

Concernant les autres moyens d'action, peut-on agir sans que cela ne nous coûte ? La CGT est à votre écoute car on n'a jamais trouvé d'autres solutions que la grève et le blocage pour finir par se faire entendre.

Il faudrait y aller ensemble en même temps, que font les autres ? Il faudrait ne pas se mélanger et n'agir que DGFIP car on risque d'être noyé dans la masse. Ces deux remarques contradictoires ne le sont pas tant que cela. N'est-ce pas un prétexte pour ne pas réfléchir à notre propre implication que de reporter la responsabilité sur ceux qui ne sont pas encore dans l'action ? En même temps et face à une politique aussi dure que celle menée par MACRON, peut-on gagner si on est seul en action?

Agents des Finances Publiques, nous avons des expériences collectives qui nous ont appris comment gagner.

Grèves tournantes, occupation de locaux, caisse de solidarité de grève pour soutenir l'action dans la durée, manifestations, envahissements de réunions, ... l'arsenal est vaste.

Il faut aussi communiquer aux usagers (qui ne sont pas des clients). Peut-on passer sous silence la catastrophe annoncée du Prélèvement A la Source, la fermeture de plus en plus importante de nos services d'accueils physiques, le fait que plus de 20 milliards d'euros d'impôts versés par l'ensemble des français sont directement reversés aux entreprises par le biais du CICE ? Il n'y aurait pas d'argent pour les hôpitaux mais il faudrait subventionner l'économie libérale par nos impôts ?

Oui nous avons beaucoup de choses à dire, mais nous ne serons médiatisés que si nous entrons dans l'action.

TOUS ENSEMBLE EXIGEONS :

- ➔ l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois statutaires à hauteur des besoins
- ➔ l'attribution des moyens propres à garantir la pérennité de toutes nos missions
- ➔ d'en finir avec la dégradation continue de nos conditions de travail
- ➔ de préserver et développer le maillage territorial, seule garantie d'un service public de proximité ●

GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE

